



Le Kremlin
Bicêtre



1944

au Kremlin-Bicêtre

De l'Occupation à la Libération,
plongez dans l'Histoire
du Kremlin-Bicêtre

INTRODUCTION

L'année 1944, appelée « année de la Libération », marque le commencement du processus de libération du territoire français par les alliés, opération qui ne s'achève complètement qu'avec la capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945. Elle est marquée par plusieurs temps forts qui demeurent aujourd'hui dans la mémoire collective, aussi bien le débarquement sur les plages de Normandie le 6 juin 1944, que celui de Provence le 15 août 1944 ou encore la Libération de Paris et du département de la Seine.

Mais qu'en est-il du Kremlin-Bicêtre ?

De janvier au mois d'août 1944, la commune subit l'occupation allemande.

Le maire, Georges Gérard, avec ceux de ses conseillers maintenus par les autorités allemandes en février 1942, est entré dans la collaboration et applique les instructions de la *Kreiskommandantur* (unité de commandement allemand au niveau d'un arrondissement).

Non loin de l'Hôtel de Ville, une partie du personnel de l'Assistance Publique de l'hôpital de Bicêtre est entré en résistance, dont son directeur Marcel Le Brigand. Cette résistance est aussi le fait de plusieurs citoyens kremlinois tout au long de l'Occupation.

Si les pouvoirs publics collaborent ouvertement avec l'occupant, à l'opposé des citoyens ou mêmes des institutions refusent d'accepter la défaite. Cette situation se retrouve d'ailleurs dans plusieurs des communes du département de la Seine.

Ainsi, examiner le Kremlin-Bicêtre en 1944, c'est se plonger dans ce qu'a été la vie des français, passés de l'Occupation à la Libération. Revenir sur cette année 1944 au Kremlin-Bicêtre c'est aussi s'intéresser à un microcosme au sein duquel des pouvoirs publics collabos et des résistants s'opposèrent, reproduisant à l'échelle locale l'affrontement qui embrasait le pays.



Jean-François DELAGE
Maire du Kremlin-Bicêtre



Brigitte BRICOUT
Conseillère municipale
déléguée à la mémoire
et à l'histoire de la ville

LE KREMLIN-BICÊTRE OCCUPÉ

• La collaboration de la municipalité

La débâcle de 1940, mais aussi l'armistice signée le 22 juin par le maréchal Philippe Pétain, a envoyé sur les routes plus de la moitié des kremlinois. D'abord divisé entre une zone occupée par l'armée allemande au nord et une zone « libre » au sud, tout le territoire est occupé à partir de novembre 1942. Le gouvernement de Vichy, dans le cadre de la collaboration, a mis rapidement en place plusieurs mesures afin de prendre le contrôle des pouvoirs publics. Au niveau territorial, ils s'appuient sur le réseau des préfetures.

La loi du 16 novembre 1940 a mis fin à l'élection des maires et du conseil municipal. Dans les villes de moins de 10 000 habitants, comme au Kremlin-Bicêtre, ils sont désormais nommés par le préfet.

Georges Gérard, élu depuis 1919, s'est soumis rapidement aux directives qu'il reçoit de la *KreisKommandantur* de Charenton (déplacée plus tard à Saint-Maurice), et de la préfeture de la Seine. Son entrée rapide dans la collaboration lui a permis de conserver son mandat en 1942.

Certains conseillers municipaux sont victimes de ce tournant pris par la municipalité, comme par exemple Marc Neymark.

Ce dernier, né le 5 mars 1871 à Strasbourg, de parents polonais qui s'installent à Paris peu après sa naissance, arrive au Kremlin-Bicêtre en 1910 comme artisan tailleur.

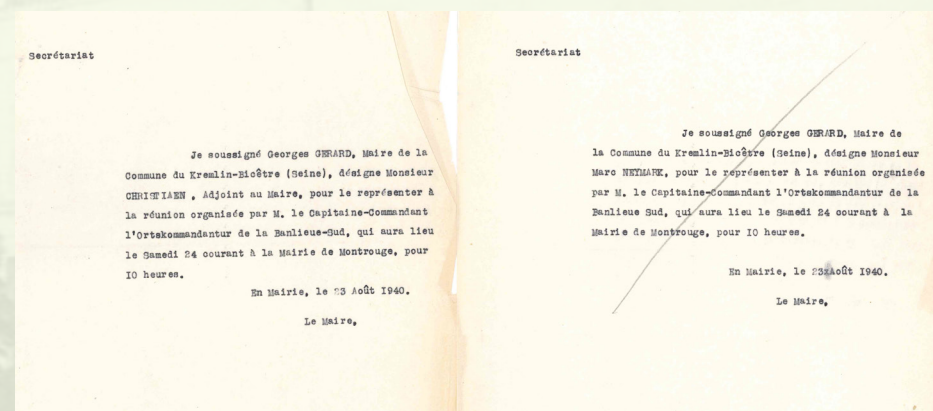
Compagnon de la première heure du maire, dont il partage les idées socialistes, il est élu conseiller municipal le 7 décembre 1919. A partir de 1920, il suit le même parcours que Georges Gérard. D'abord membre du parti communiste après le congrès de Tours (25-30 décembre 1920), il démissionne pour rejoindre l'Union socialiste prolétaire, puis intègre en 1933 la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière). Il accède aux fonctions de troisième adjoint aux élections municipales de 1925, puis de premier adjoint en 1931.

Officiellement, il a été démis de son mandat le 8 juillet 1940 par la préfeture de la Seine. La raison serait son absence de son poste le 15 juin 1940, bien qu'il ait justifié cette absence par sa volonté de mettre à l'abri sa famille en province suite à la défaite. Les documents produits et conservés par la municipalité durant cette période racontent une version différente des faits.

Ainsi, le 24 août 1940, la Kommandantur convoque l'ensemble des maires de la banlieue sud à une réunion à la mairie de Montrouge. Le but est de leur transmettre les premières consignes de l'armée allemande pour l'administration de leurs communes (défense passive, désignation des entreprises juives, ...).

Le maire rédige d'abord une première réponse, proposant son premier adjoint, Marc Neymark, pour le représenter à cette réunion. Mais à la dernière minute, dans un second courrier, il nomme son second adjoint, Jules Christiaen.

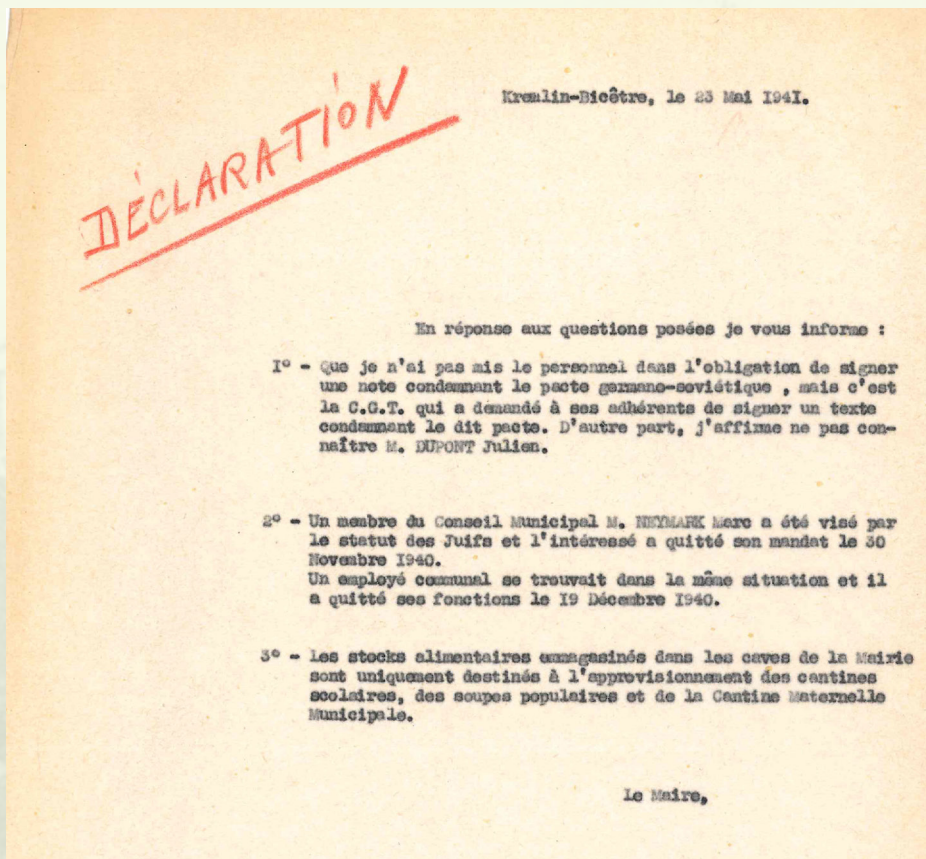
Après cet événement, Marc Neymark disparaît des conseils municipaux.



(Archives municipales du Kremlin-Bicêtre, 77W3)

C'est le fait que Marc Neymark soit de confession juive qui a motivé cette décision. En effet, les juifs ne peuvent plus exercer un emploi dans la fonction publique ou prétendre à une fonction politique depuis octobre 1940.

Une déclaration de Georges Gérard du 23 mai 1941, dont le destinataire n'est pas nommé, atteste que Marc Neymark a été contraint de quitter, non seulement ses fonctions de premier adjoint le 30 novembre 1940, mais aussi son emploi à l'hôtel de ville le 19 décembre suivant. Pourtant, son indemnité a continué de lui être versée durant les 18 mois suivants. Peut-être était-ce la volonté de Georges Gérard, de garantir son ancien premier adjoint des moyens de subsistances suffisants pour lui et sa famille.



(Archives municipales du Kremlin-Bicêtre, 77W3)

• Vivre sous l'occupation

Au 1^{er} janvier 1944, les habitants du Kremlin-Bicêtre entament la quatrième année de l'Occupation.

La population vit sous le coup des restrictions alimentaires : les cartes individuelles d'alimentation, les coupons et les tickets de rationnement sont délivrées par la municipalité depuis l'hiver 1940-1941. Ils déterminent pour chaque individu la quantité de nourriture auxquels il a droit en magasin. Ces documents s'appliquent aussi à des produits non alimentaires, comme le charbon utilisé pour le chauffage.

Au Kremlin-Bicêtre, les terrains libres et les jardins sont rapidement utilisés pour l'agriculture. Le directeur de l'hôpital de Bicêtre, Marcel le Brigand, fait cultiver des pommes de terre et des légumes dans l'enceinte de l'hôpital.

Ces mesures n'empêchent pas des pénuries fréquentes, et la flambée des prix sur les produits les plus demandés, favorise le développement du marché noir, illégal mais toléré.

A cela, s'ajoutent les diverses réquisitions demandées par l'armée allemande pour le logement et l'entretien de ses soldats : des bâtiments publics (Le Fort de Bicêtre, l'Ecole Maternelle, l'Ecole Libre externat Jeanne d'Arc), des logements particuliers, des véhicules (ambulances, camions) ou encore diverses fournitures et équipements.

Enfin, depuis le 16 février 1943, le Service de Travail Obligatoire (STO) a été institué en France. Il doit pallier le manque de main d'œuvre dans les entreprises allemandes, à cause de l'envoi toujours plus croissant de soldats sur le front de l'est. Il succède au système de la « Relève », mis en place au printemps 1942, qui incite les français à se porter volontaires pour partir travailler en Allemagne, en échange de la libération de prisonniers de guerre.

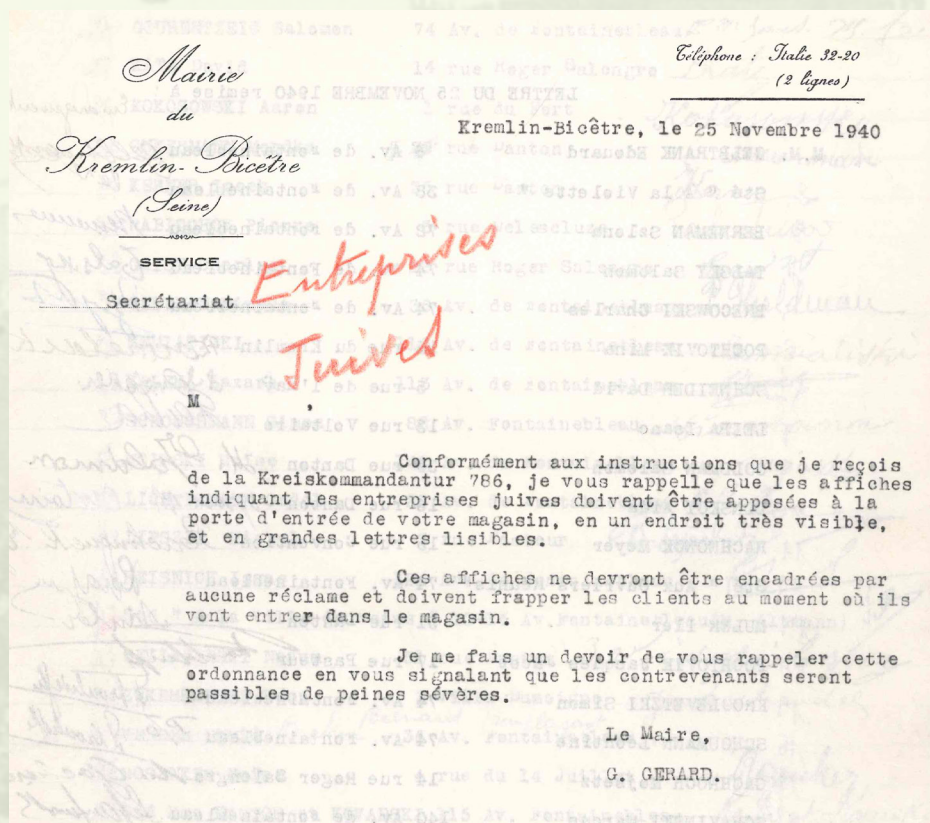
Rapidement, les jeunes hommes et femmes, nés entre 1920 et 1922 sont recensés et une partie d'entre eux est envoyée de force travailler en Allemagne. Cette mesure est très impopulaire et profite à la Résistance. De nombreux « déserteurs » du STO prennent le maquis entre 1943 et 1944.

La persécution des juifs au Kremlin Bicêtre :

Le premier statut des juifs, publié le 3 octobre 1940 en zone occupée, qui exclut les personnes de confession juive de certaines professions, est rapidement suivi de plusieurs mesures « anti-juives ». Celles-ci sont appliquées par les autorités d'occupation avec le concours des pouvoirs publics locaux, notamment la police française.

Le 20 novembre 1940, Georges Gérard reçoit d'Emile Cresp, maire de Montrouge, la traduction de la circulaire n°4 de la KreisKommandantur 786. Elle exige des maires qu'ils rappellent à l'ordre les propriétaires d'entreprises juives, qui n'ont pas affiché en évidence les écriteaux signalant leur statut « racial » sur la porte de leurs magasins.

Le 25 novembre, Georges Gérard envoie une lettre aux commerçants et sociétés concernés. Un modèle de cette lettre a été conservé : à son dos figure l'émargement des 56 commerçants à laquelle elle a été adressée.



(Archives municipales du Kremlin-Bicêtre, 77W3)

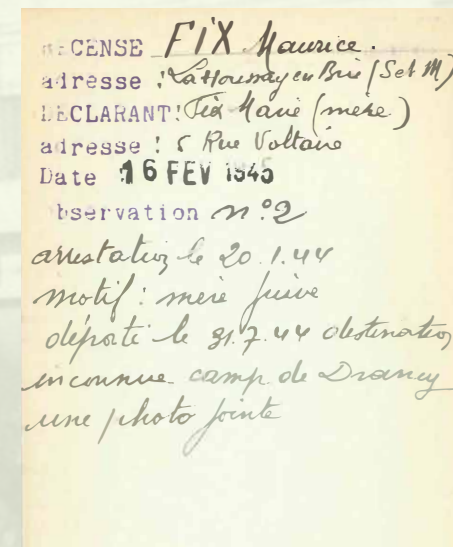
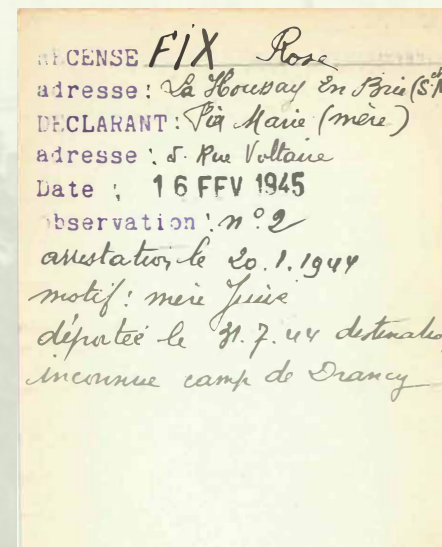
La déportation des juifs de France vers les camps d'extermination allemands commence le 27 mars 1942, quand un premier convoi part du camp de Drancy, et se poursuit jusqu'à la veille de la Libération de Paris en août 1944 (environ 79 convois au total). La majorité de ces convois est dirigée vers le camp de concentration d'Auschwitz.

Au Kremlin-Bicêtre, Rose (8 ans) et Maurice (10 ans) Fix, résidant auparavant rue Voltaire puis placés, sont arrêtés le 20 janvier 1944 à La Houssaye-en-Brie (Seine-et-Marne), sur le motif que leur mère, Marie Fix (née Hitelmacher), est juive.

Ils font partie des 325 enfants déportés du camp de Drancy le 31 juillet 1944 dans le convoi n°77 vers Auschwitz.

Leur oncle, Charles Hitelmacher, est arrêté le 3 octobre 1942 pour absence de port de l'étoile jaune, et est déporté de Drancy le 25 mars 1943, vraisemblablement vers le camp d'extermination de Sobibor en Pologne.

Céline Grossmann, habitante dans la rue Delescluse, est arrêtée en mai 1944 puis déportée, comme M. Dikerman, résidant rue du Kremlin, déporté le 12 mars 44 et décédé à Auschwitz, ou encore M. Fleischmacher, et Boris Sestrantetz...



(Fichier des déportés, Archives municipales, 77W5)

Le 16 janvier 1945, le gouvernement demande aux maires de faire le recensement général des prisonniers, internés, déportés, disparus, décédés et blessés entre 1939 et 1945.

Les agents municipaux doivent remplir des questionnaires détaillés, avec l'aide des proches des concernés. Les documents sont ensuite centralisés par le ministère des prisonniers, déportés et réfugiés. La mairie a conservé, sous forme de fiches cartonnées succinctes, des informations sur les déportés de la commune. La formule « destination inconnue » revient fréquemment.

• La Résistance au Kremlin-Bicêtre

Si la municipalité entre rapidement dans la collaboration, la résistance s'organise dès novembre 1940, notamment à l'hôpital Bicêtre.

Cette résistance se serait d'abord formée à l'initiative de Lucien Français, surveillant hospitalier et militant communiste, accompagné d'autres syndicalistes de l'Assistance Publique, anciens membres de la CGT (Confédération Générale des Travailleurs). Ce syndicat a été dissout par le régime de Vichy en août 1940.

Le mouvement prend rapidement au sein du corps médical, jusqu'au directeur Marcel Le Brigand. Plusieurs médecins sympathisants fabriquent de faux certificats médicaux ou organisent l'hospitalisation de jeunes destinés au STO, afin de retarder leur départ. D'autres employés, membre des Francs-Tireurs et Partisans (FTP), organisent la distribution de tracts contre l'occupant ou le ravitaillement d'autres résistants, comme Claude Roucayrol, une infirmière chargée du ramasser et de cacher des revolvers.



La résistance à l'hôpital de Bicêtre en 1944.

Au centre le professeur Moreau et Marcel Le Brigand, entourés par Mme Jugel, Lucien Eps et Charles Lemaréchal.

(Collection particulière. Droits réservés. Photographie extraite de M. LEVEAU-FERNANDEZ, Histoire du Kremlin-Bicêtre. L'identité d'une ville, Les Éditions de l'atelier, 2013)

La résistance ne se limite pas à l'hôpital. Plusieurs Kremlinois choisissent de combattre dès l'automne 1940, comme par exemple Emile Bastard, qui imprime clandestinement le journal *L'Humanité* et des tracts dans sa baraque de la Zone. Arrêté à Montparnasse le 10 janvier 1941 par la Gestapo, il est guillotiné pour propagande communiste le 28 juillet suivant à la Prison de la Santé.

La répression menée se poursuit et s'intensifie de plus en plus durant les 4 années de l'occupation.

Ainsi, Claude Lavialle, arrêté le 5 mars 1944 pour port d'armes, fait partie des déportés du « train de la mort » parti le 2 juillet 1944 de Compiègne vers le camp de Dachau (Allemagne). Le surnom donné à ce convoi découle du nombre très élevé de décès durant le voyage entre le 2 et le 5 juillet.

Egalement, quatre jeunes adhérents au groupe « Alsace-Lorraine » des FTP, Lucien Baillon, André Brier, Léon Brugnaud et André Lamarre, sont arrêtés le 16 décembre 1943 dans un restaurant appelé « La Provence », où ils avaient l'habitude de se rendre à la porte d'Italie. Dénoncé à la police par le patron, ils sont jugés pour port d'armes et faits de résistance puis fusillés au Mont Valérien le matin du 5 avril 1944.

A la fin de la guerre, ce sont 36 kremlinois résistants qui ont été exécutés et 62 morts en déportation.

DE JUIN À AOÛT 1944...

• Vers l'insurrection

La nouvelle du débarquement des forces alliées sur les plages de Normandie le 6 juin 1944 se répand rapidement en région parisienne. Elle est relayée par les différentes organisations résistantes et la radio britannique (BBC) qui encouragent la population à la révolte.

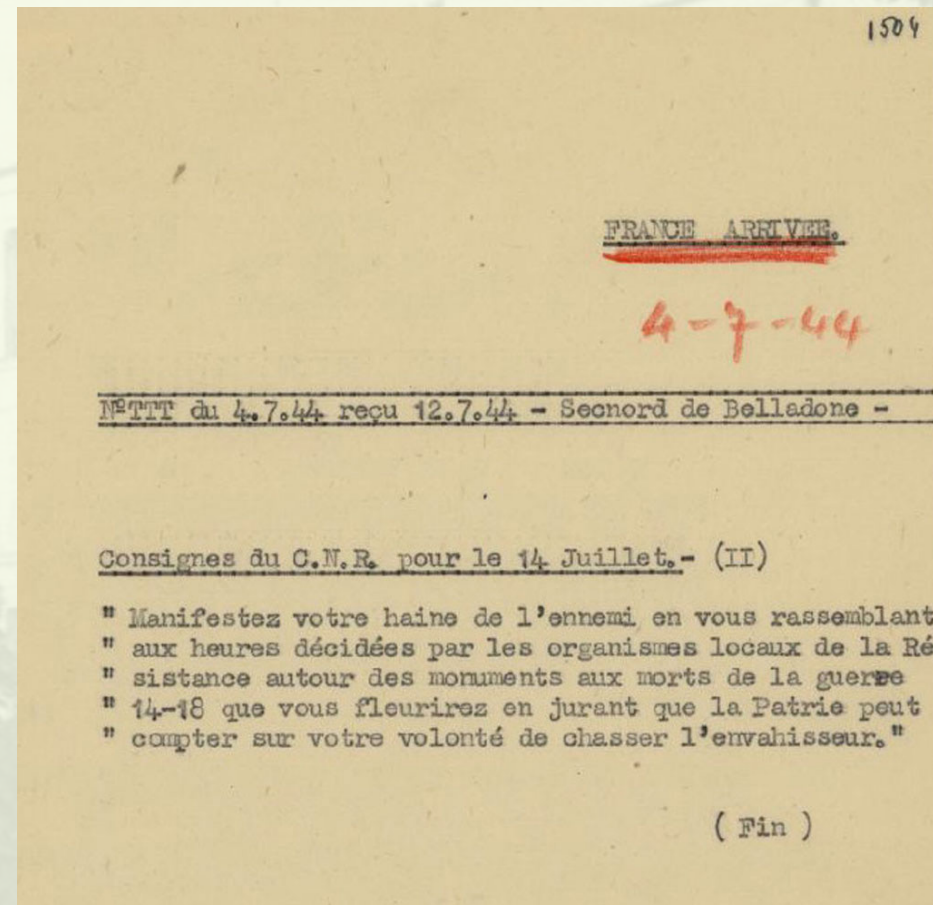
A l'occasion de la fête nationale, le 14 juillet 1944, le Conseil National de la Résistance (CNR) et le Comité Parisien de la Libération (CPL) lancent un appel aux habitants de la région parisienne à célébrer le 14 juillet. Ils les encouragent à faire grève, à organiser des manifestations et à se rassembler autour des monuments aux morts de la première guerre mondiale.

Cet appel rencontre un écho important dans de nombreuses communes de la banlieue sud de Paris. Plus particulièrement au Kremlin-Bicêtre, Pierre Georges dit « le colonel Fabien », chef des Francs-Tireurs et Partisans (FTP), organise le déroulement des opérations le matin.

Témoignage d'un kremlinois :

« Le 14 juillet [19]44, il y a eu a eu un défilé de la mairie de Bicêtre jusqu'à presque la mairie de Gentilly. Il n'y avait pas loin d'un millier de personnes. On s'est dispersé un peu avant la mairie de Gentilly parce qu'on savait que les allemands allaient arriver. »
(Extrait de M. LEVEAU-FERNANDEZ, Histoire du Kremlin-Bicêtre. L'identité d'une ville, Les Editions de l'atelier, 2013)

Dans l'après-midi, des cortèges rassemblant des habitants du Kremlin-Bicêtre, d'Ivry et de Gentilly, convergent au cimetière parisien d'Ivry pour fleurir le carré des fusillés.



Télégramme du CNR pour le 14 juillet 1944

(Archives nationales, 72AJ/235/II)

La répression des manifestations du 14 juillet provoque une augmentation des grèves. C'est le cas dans plusieurs ateliers et chantiers de la SNCF de l'Ile-de-France, notamment après l'arrestation de 300 cheminots d'un dépôt de Vitry. Encouragée, la CGT lance un appel à la grève générale et illimitée le 10 août, appel relayé par le CPL.

Les grèves se multiplient dans la banlieue sud et sont soutenues par la population à Montrouge, Ivry ou encore Vitry.

• Libérer Paris

Entre le 17 et le 18 août 1944, le CPL, représenté par André Tollet et André Carrel, le CNR et le colonel Rol Tanguy des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) décident de lancer l'insurrection.

Elle démarre officiellement le matin du 19 août 1944, avec l'occupation de la préfecture de police de Paris par les policiers eux-mêmes. Le 20 août, un groupe composé de différents groupes de résistance s'empare de l'Hôtel de Ville de Paris avec l'aide des FFI.

Le lendemain matin Rol Tanguy fait placarder des affiches appelant la population à dresser des barricades, ce qu'elle fait le soir même. Au Kremlin-Bicêtre, des barricades sont érigées sur la nationale 7 pour encombrer la circulation des troupes allemandes.

Le rapport de forces restant très inégal, Rol Tanguy envoie son adjoint Gallois, pour demander l'appui des troupes alliées.

Le soir du 24 août, alors que ses chars sont bloqués par les allemands à la Croix-de-Berny, le général Leclerc envoie le détachement Dronne en éclaireur. Ce dernier traverse l'Häy-les-Roses, Cachan, Arcueil et passe de nuit par la rue Gabriel Péri pour traverser Gentilly et Le Kremlin-Bicêtre. Il entre à Paris par la Porte d'Italie et atteint l'île de la Cité vers 22h.

Le lendemain, c'est le groupement Warabiot qui traverse Villejuif et Le Kremlin-Bicêtre avant d'arriver vers 7h50 sur le parvis de Notre-Dame, suivi par la 4^e Division américaine qui entre par la porte d'Italie pour libérer l'est de Paris.

Le général Leclerc et le colonel Rol Tanguy reçoivent la reddition du commandant du *Gross Paris*, Von Choltitz, vers 15h.

Témoignage de Mme Bricout, conseillère municipale déléguée à la mémoire et à l'histoire de la ville :

« Le témoignage vient de mes grands-parents paternels. Lors de l'insurrection, ils avaient participé, avec des habitants du quartier du bas de Villejuif, à la construction d'une barricade comme il leur avait été suggéré. Cette barricade était à la hauteur de la boutique « le Comptoir Français », aujourd'hui une pizzeria et à côté [du] magasin Casino. Ainsi cette barricade pouvait stopper ou freiner les allemands qui auraient pu venir de Paris ou rentrer dans Paris, à la fois sur la Nationale 7, mais également passer par les deux rues adjacentes, voir bloquer les rues venant d'Ivry. Alors que le groupement Warabiot était annoncé, il a fallu que les habitants déconstruisent, à toute vitesse, la barricade afin de laisser passer le convoi qui filait vers le centre de Paris ».

Dans la famille on parlait plus de la 2^e DB que du groupe Warabiot et de l'ambiance de fête à la vue des blindés légers. [Il y avait] plus de joie à la construction de la barricade, qu'au passage trop rapide de la « 2^e DB ».

Les jours qui suivirent furent des jours de liesse mais aussi de peur. Notamment pour mes grands-parents maternels, habitant au Kremlin-Bicêtre, qui rejoignirent les champs Élysées pour acclamer le Général de Gaulle. Au début de la cérémonie, c'était des acclamations, des rires, des cris de joies de la famille, avec mon oncle sur les bras de mon grand père et ma mère essayant de voir passer le Général, du haut de ses trois pommes, à 14 ans. « Il y avait un monde fou », me disait ma Mamie, c'était incroyable. Puis tout d'un coup, il y a eu un mouvement de foule. On entendait des tirs de partout. Des hommes qui étaient dans les arbres, sur qui on tirait. Ils sont descendus des arbres à toute vitesse. Il a fallu se protéger, nous avions terriblement peur [...]. La foule se carapatait comme elle pouvait. On a eu très, très peur. Les allemands étaient cachés derrière les fenêtres d'immeuble, ils étaient même dans les arbres ».

« On se souviendra de la descente des Champs Élysées par le Général ! » me répétait ma Maman. Un moment, il a fallu se réfugier dans les bouches de métro ».

• La fin de Georges Gérard

Georges Gérard a été maintenu à son poste de maire du Kremlin-Bicêtre par le régime de Vichy durant les quatre années de l'Occupation, et même nommé conseiller départemental en 1942, poste qu'il avait perdu aux dernières élections départementales.

La question se pose des raisons de sa participation active à la collaboration.

Né le 12 septembre 1883 à Paris (XIII^e), il entre en apprentissage à 12 ans comme ouvrier menuisier. La préfecture de police de Paris le caractérise rapidement comme « socialiste révolutionnaire antimilitariste ». En effet, il a intégré les jeunesses socialistes du XIII^e en 1897 puis la ligue anticléricale et antimilitariste en 1901.

Il quitte Paris à 18 ans et s'installe à Tourcy dans l'Yonne où il poursuit ses activités politiques. En 1912 il représente la Fédération Socialiste de l'Yonne au conseil annuel de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), mais est licencié de son emploi l'année suivante. Il retourne alors à Paris, où il est toujours surveillé par la police, et habite chez son beau-frère au Kremlin-Bicêtre. Exempté du service militaire pour mauvaise vue en 1914, il travaille comme auxiliaire dans une usine d'aviation durant la guerre.

Restant un militant actif, il fonde le syndicat des ouvriers du Gaz de banlieue, et devient entre autres secrétaire de la section socialiste du Kremlin. Devenu maire du Kremlin-Bicêtre en 1919, il adhère au parti communiste en 1920, mais le quitte en 1923 pour rejoindre l'Union Socialiste Communiste. Cette décision fracture le conseil

municipal, et bien que Georges Gérard l'emporte aux élections organisées en juillet, 7 conseillers de la section Bicêtre sont communistes. Les accrochages durant les séances deviennent de plus en plus fréquents entre socialistes et communistes. En 1935, Georges Gérard est réélu à la tête d'une liste SFIO.

Peut-être l'opposition de Georges Gérard au parti communiste, ainsi que son antimilitarisme et son pacifisme, qu'il a affirmé très jeune, ont-ils contribué à son entrée dans la collaboration.

Cela a été le cas de plusieurs hommes politiques appartenant à la SFIO durant l'Occupation.

Les archives laissées par la municipalité sur cette période ne nous permettent rien d'autre que des suppositions quant aux motivations profondes qui ont animé Georges Gérard durant ces années troubles et l'ont poussé vers la collaboration entre 1940 et 1944. S'agissait-il d'une adhésion profonde, motivées par ses convictions ? D'un aveuglement idéologique, à l'image d'autres socialistes ou communistes dont le pacifisme forcé les poussa dans les bras de l'occupant à l'image de Marcel Déat ou Jacques Doriot ?

La question reste ouverte.



Article extrait du n° 21 867 des 12 et 13 août 1944 du journal Le Matin. Quotidien français créé en 1884, il est interdit après la Libération en raison de son engagement dans la collaboration.

(Bibliothèque Nationale de France, NUMP-2127)

Le 11 août 1944, Pierre Laval organise une réunion des maires du département de la Seine à l'Hôtel de Ville, afin de préparer une éventuelle passation de pouvoir aux américains après le retrait des troupes allemandes. 87 maires, dont Georges Gérard y assistent et jurent fidélité au chef du gouvernement de Vichy.

Quelques jours plus tard, alors que de nombreux kremlinois regardent les actualités de la semaine projetées au cinéma Le Kremlin Palace, les images montrent Georges Gérard, président de l'association des maires de la banlieue parisienne, remettre une médaille à Pierre Laval à l'issue de cette réunion.

Georges Gérard s'est probablement lié d'amitié avec Pierre Laval dans le cadre du SFIO. Dans une lettre datée du 30 septembre 1920, il invite « [son] cher Laval » à l'inauguration de l'avenue Eugène Thomas.

La poignée de main est sifflée et la police doit faire évacuer le public qui menace de tout casser.

Le 18 août, un groupe de FTP fait irruption dans la Mairie et abat Georges Gérard.

Civil 907/1944

Nom : GERARD

Prénoms : Georges Theodore

Adresse : 32 Av. de Fontainebleau
R.B.

Né à Paris 13^e

le 12 septembre 1883 60 ans.

Profession : date du décès = 18 août 1944.

Wounde de Travail :

Lieu d'inhumation :

Amicaliste : Cimetière du Père Lachaise

Secteur : date d'inhumation 28/8/1944

Autres renseignements :

Renseignements	Réunion. P.
<u>Personnes multiples par balles</u>	
<u>Exécuté par la résistance ?</u>	

Recto-Verso de la fiche de décès de Georges Gérard

(Archives Municipales, cimetière du Kremlin-Bicêtre)

RÉTABLIR LA MUNICIPALITÉ

• Le Comité Local de la Libération

La question de l'après-guerre et du rétablissement des institutions s'est posée très tôt en 1944.

Le 21 avril 1944, le gouvernement provisoire installé à Alger promulgue une ordonnance portant sur l'organisation des pouvoirs publics après la guerre. Ce texte n'est diffusé en Ile-de-France qu'à partir de juillet 1944. Cette ordonnance prévoit notamment la formation de comités locaux de la libération (CLL). Ces derniers sont amenés à former des conseils municipaux provisoires, en attendant les élections de 1945.

Dans le cas du Kremlin-Bicêtre et de Gentilly, ce comité s'est formé sur le tard au mois d'août. En effet, ceux de Montrouge, Arcueil, Villejuif ou Ivry sont présents dès fin juillet 1944.



Le Comité local de Libération, 20 août 1944.

(Collection particulière. Droits réservés. Photographie figurant dans M. LEVEAU-FERNANDEZ,

Histoire du Kremlin-Bicêtre. L'identité d'une ville, Les Éditions de l'atelier, 2013)

Le CLL occupe l'Hôtel de Ville du Kremlin-Bicêtre le 20 août 1944. Il rassemble des membres de la SFIO, du parti communiste, de la CGT ou encore du parti républicain, pour n'en citer que quelques-uns, ainsi que des représentants de plusieurs mouvements de résistance (MLN, Libération,...).

• Premier conseil municipal

Le 12 novembre 1944 se réunit le nouveau conseil municipal issu du CLL. C'est la première réunion du conseil depuis le 20 juin.

Emile Dangeville, ancien mobilisé et conseiller municipal, écarté en février 1942 par la préfecture, résistant, est président du CLL et endosse les fonctions de maire à titre provisoire.

Il n'est pas le seul ancien conseiller municipal à réapparaître. A l'exception de Marc Neymark, renvoyé du conseil en décembre 1940, Gaston Voreux, Ludolphe Pépin, Georges Lerme et Louis Gonay, sont également présents. Ils ne figuraient pas sur la liste des conseillers nommés par Vichy le 20 février 1942

Le nouveau conseil est composé majoritairement de membres des partis socialiste (8) et communiste (6), et sa volonté semble être celle de la continuité depuis le dernier conseil, dont le procès-verbal est repris. Parmi les délibérations mises à l'ordre du jour, on trouve notamment la révision des listes électorales, qui permet de faire le recensement des disparus de la guerre, mais aussi de préparer les élections de 1945 où les femmes vont voter pour la première fois.

Le 2 décembre suivant, le conseil vote l'application du programme du CNR, élaboré entre 1943 et 1944 : rétablissement du suffrage universel et de la Liberté de la presse, établissement de la sécurité sociale, nationalisation des sources d'énergies, création des comités d'entreprises...

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PERSONNALITES PROPOSEES
POUR FAIRE PARTIE DU CONSEIL MUNICIPAL PROVISOIRE DE
LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE -

noms & prénoms	profession	date et lieu de naissance	affiliation
DANGEVILLE Emile	mécanicien	27.3.1895 Arnaville (M.M.)	ancien conseiller (P.S.)
MEYMARK Marc	tailleur	5.3.1871 Strasbourg (Bas-Rhin)	ancien adjoint -P.S.
BRION Gabriel	tourneur-outilleur	11.11.1910 à IVRY Seine	parti communiste
VOREUX Gaston	Epicier	26.10.1885 TOURCOING Nord	ancien conseiller (P.S.)
HOFMANN André	ajusteur	16.1.1900 Paris 5°	U.D.
PEPIN Ludolf	commerçant	19.3.1893 Aulnoy (Nord)	ancien conseiller (P.S.)
LEBGE Georges	ouvrier en chaussures	10.3.1896 Mausle (Charente)	ancien conseiller (P.S.)
COUDERT Jean	chef de chantier	26.7.1890 Meymac (Corrèze)	parti socialiste
LEROY Emile	mètreur en couverture	16.11.1895 à VILLIERS-BRETONNEUX (Somme)	Libération
RAY Pierre	Commis Préfecture	8.4.1897 Ste Sulpice (Hte-Seine)	Parti socialiste
GOMAY Louis	ouvrier en chaussures	31.2.1892 MOUY (Oise)	ancien conseiller (P.S.)
CHARTIER Eugène	Commis Ppal Préfecture	1.4.1883 Bierné (Mayenne)	M.N.I.
BRASSEUR Jacques	Docteur en médecine	29.8.1910 Aniche (Nord)	Libération
Mme BRUNET Renée née Laplaine	Infirmière	14.1.1908 Paris 10°	parti socialiste
Mme JUGEL Marguerite	Surveillante A.P.	9.12.1893 FUMAY (Ardennes)	U.F.F.
ESTÈVE Henri	Blanchisseur	11.11.1907 Ste-Florine (Hte-Loire)	parti communiste
		

Noms & prénoms	profession	date et lieu de naissance	affiliation
PFELFER Paul	funiste A.P.	7.7.1902 Paris 13°	Parti communiste
KLEINHOLTZ Alfred	Tourneur	9.2.1891 Paris 13°	Parti communiste
BLANCHARD Henri	mécanicien	18.3.1912 KREMLIN-BICETRE Seine	Parti communiste
MILLANG Roger	Maçon	29.12.1908 Paris 20°	Parti communiste

Kremlin-Bicêtre, le 28 Septembre 1944.
 Le Maire,

Renseignements sur les personnalités proposées pour faire partie du Conseil Municipal Provisoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, 28 septembre 1944.

En octobre 1944, Emile Dangeville est forcé, malgré ses protestations, de fournir une liste complémentaire à celle-ci, car plusieurs conseillers sont employés par une administration, ce qui est alors incompatible avec l'exercice de leur mandat : 5 à l'Assistance publique (M^s Chartier, Pfeifer, Estève, Mmes Jugel et Brunet), 1 à la préfecture (M. Ray).

M. Hoffmann se désiste pour raisons de santé et est remplacé par Mme Corynck.
 (Archives Municipales, 1W5)

POUR ALLER PLUS LOIN

- Archives municipales du Kremlin-Bicêtre ;
- Archives Nationales de France ;
- Bibliothèque National de France ;
- M. LEVEAU-FERNANDEZ, *Histoire du Kremlin-Bicêtre. L'identité d'une ville*, Les Editions de l'atelier, Le Kremlin-Bicêtre, 2013 ;
- C. RIONDET, *Le Comité Parisien de la Libération*, PUR, Rennes, 2017 ;
- *Le Maitron en ligne*, dictionnaire biographique du mouvement social et ouvrier.
- Exposition *La Libération de l'Île-de-France*, Musée de la Résistance en ligne, 2014.

**Produit en collaboration par le service des archives municipales
de la ville du Kremlin-Bicêtre.**

Vous souhaitez vous documenter sur l'histoire de la ville ?

Rejoignez-nous :



Adresse : Place Jean Jaurès – 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Téléphone : 01 45 15 54 93

Du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30

Mail : docarchives@ville-kremlin-bicetre.fr

Consultation de documents uniquement sur rendez-vous